

Le sénateur Roblin: Dieu merci, le Sénat est l'exception qui confirme la règle.

L'ÉNERGIE

L'ÉTABLISSEMENT DU PRIX DU PÉTROLE—L'INTERVENTION GOUVERNEMENTALE

L'honorable H. A. Olson: Honorables sénateurs, je voudrais demander au leader du gouvernement s'il peut aider certains des intéressés qui s'inquiètent vivement de l'avenir de l'industrie pétrolière et gazière au Canada.

• (1510)

Il n'est pas sans savoir que j'ai posé une série de questions à ce sujet au cours des dernières semaines. Jusqu'à maintenant, je n'ai reçu que très peu de renseignements, mais normalement, ou nous a dit qu'on surveille la situation jusqu'au jour où le gouvernement jugera opportun de prendre des mesures à cet égard.

C'est là la réponse que j'ai reçue lorsque le prix du pétrole s'établissait à \$24 le baril; j'ai eu droit à la même réponse lorsqu'il était tombé à \$20 le baril, puis à \$18 et à \$15, et il se situe maintenant entre \$12 et \$13 le baril et pourrait tomber encore plus bas; je me demande donc si l'on pourrait nous préciser aujourd'hui les mesures que le gouvernement entend prendre, le cas échéant.

L'honorable Duff Roblin (leader du gouvernement): Je ne peux malheureusement pas répondre à la question de mon honorable collègue. Il ne m'appartient pas de préciser les mesures que le gouvernement pourrait envisager. Je ne peux que faire part à mes collègues des décisions de principe qui sont prises. C'est alors que je peux leur communiquer les faits, mais aucune modification de politique n'a été décidée, et je ne peux donc en dire plus à ce sujet à mon collègue.

Le sénateur Olson: Comme question supplémentaire, honorables sénateurs, il y a des gens dont la base économique—qu'il s'agisse d'un emploi ou de tout autre moyen d'existence—s'effrite si rapidement qu'il leur est très difficile de savoir s'ils vont pouvoir s'en sortir pendant encore quelques semaines, sans parler d'un futur plus lointain.

Je me demande donc si le leader du gouvernement, sans entrer dans les détails, pourrait nous dire si oui ou non le gouvernement entend aider ce secteur important de notre économie, comme d'autres gouvernements l'ont fait dans le passé pour d'autres secteurs, notamment l'agriculture, la pêche, l'automobile et le reste?

Le sénateur Roblin: Tout gouvernement veut se montrer soucieux d'aider les industries à résoudre leurs problèmes. Je dois dire au sénateur que je ne suis pas en mesure de lui fournir d'autres renseignements tant que la politique n'aura pas été modifiée.

Le sénateur Olson: Je le comprends, mais je me demande si le gouvernement a décidé d'attendre la suite des événements ou de laisser traîner les choses jusqu'à ce que cette industrie devienne si faible qu'elle ne pourra jamais plus s'en remettre.

Si je pose la question c'est parce que je suis d'accord avec la ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources et le ministre de l'Énergie et Ressources naturelles de l'Alberta qui, il y a une dizaine de jours, ont déclaré, à l'occasion d'une réunion, que cette industrie survivrait. Les pipe-lines et les puits ne vont certainement pas disparaître. Sous quelle forme ce secteur survivra-t-il? Les gens qui y travaillent pourront-ils encore compter sur lui pour les faire vivre? Le ministre va-t-il attendre qu'il s'affaiblisse au point de ne pas pouvoir s'en remettre, dans l'intérêt des Canadiens qui y travaillent actuellement?

Le sénateur Roblin: Je souhaite vivement que ces perspectives peu réjouissantes ne se matérialisent pas, mais je n'ai rien à ajouter à ce que j'ai dit.

Le sénateur Olson: Honorables sénateurs, le gouvernement peut-il nous indiquer une date? Faut-il attendre encore deux semaines ou une nouvelle baisse de \$5 du prix du baril de pétrole? Que faut-il pour amener le gouvernement à comprendre qu'il doit prendre ses responsabilités au sérieux comme le gouvernement fédéral l'a toujours fait par le passé?

Le sénateur Roblin: Je n'ai guère envie de suivre les conseils du sénateur car, si je me souviens bien, il était chargé d'un portefeuille économique très important sous l'ancien gouvernement lorsque la question de l'aide ou de l'ingérence gouvernementale dans le secteur pétrolier a été abordée.

Les remèdes recommandés alors n'étaient pas suffisamment impressionnants pour nous inciter à suivre ses conseils aujourd'hui.

S'il me pose la même question, je lui répéterai que je ne peux pas annoncer la politique à cet égard pour le moment. C'est tout ce que je peux dire.

Le sénateur Olson: Il ne s'agit pas de savoir si les solutions qu'il rejette maintenant comme il l'a fait, je pense, il y a quelque temps, sont ou non celles qui conviennent. D'après les propos du leader du gouvernement au Sénat, dois-je conclure que pour son gouvernement et lui, il s'agit ou bien de faire comme l'ancien gouvernement ou bien de ne rien faire? Le gouvernement n'a-t-il pas plus d'imagination?

Le sénateur Roblin: Je ne suis pas le seul à avoir rejeté ces solutions, car le sénateur sait fort bien que le comité du Sénat en a fait autant. Part conséquent, nous devrions nous entendre sur ce plan.

Malgré la persistance du sénateur, je ne lui donnerai pas la réponse qu'il souhaite. Quand j'aurai quelque chose à lui dire, je le ferai, mais en attendant je ne puis répondre à ses questions.

Le sénateur Olson: Un grand nombre de Canadiens sont arrivés au bout de leur rouleau et espèrent que leurs représentants élus de même que les sénateurs, par exemple, prendront leurs responsabilités suffisamment au sérieux pour reconnaître l'existence d'un problème sur lequel le gouvernement doit se pencher. Ils m'ont demandé d'essayer d'établir ce que ce dernier comptait faire, mais jusqu'ici, le leader leur a donné l'impression qu'il ne ferait rien.